

Le berlusconisme et la transition autoritaire

Cinzia Arruzza et Felice Mometti

DE NOMBREUSES HYPOTHÈSES, qui font appel aux définitions et aux analogies historiques les plus disparates, ont été avancées pour caractériser le berlusconisme. On en serait au début d'un nouveau fascisme, d'un autoritarisme mou, d'un fascisme postmoderne, d'un régime d'opérette, certains allant jusqu'à utiliser la catégorie du « ridicule » comme grille d'interprétation de la période berlusconienne.

Berlusconi est-il seul en Europe ?

Parmi les tentatives de définition, l'une des plus trompeuses est celle d'une « anomalie italienne », proposée notamment par les « démocrates de gauche »¹, qui a rencontré un écho parmi d'autres secteurs de la gauche italienne. Berlusconi serait un produit typiquement italien se plaçant en dehors de l'espace démocratique européen. Concentrant entre ses mains un important pouvoir médiatique, il représenterait un dangereux projet autoritaire sans comparaison avec d'autres pays. Sans nier les caractères spécifiques de la situation italienne – notamment le fait que le berlusconisme est né en dehors du régime de partis classique, sur les décombres du parti de référence de la bourgeoisie italienne, la Démocratie chrétienne – il faut se demander si cette vision correspond à la réalité.

Dans les années 1980, la *New Left Review* a publié un débat sur la nature du thatchérisme. L'enjeu de la discussion était la notion de « populisme autoritaire » proposée par Stuart Hall et critiquée par Bob Jessop et d'autres². Selon Hall, le populisme autoritaire de Thatcher représentait une réponse à la combinaison d'une crise de la social-démocratie keynésienne d'après-guerre, d'une crise économique, et d'une crise de légitimation de l'État britannique. En référence à la notion de « révolution passive » de Gramsci, il soulignait, sur son versant autoritaire, les appels à un État fort et à la discipline sociale, l'hostilité envers les formes de médiation sociale (syndicats, organisations démocratiques, etc.), l'articulation de thèmes liés à l'idée de l'ordre social ; et, sur son versant populiste, la tentative de créer une unité entre peuple et bloc de pouvoir, les appels au peuple, et la volonté de re-définir – voire de fonder – la nature du peuple britannique.

Reprenant les analyses de Hall sur le populisme autoritaire, Stathis Kouvelakis se demande dans son livre, *La France en révolte*, si le sarkozysme peut être défini comme un thatchérisme à la française : une

1/ Le parti des Démocrates de gauche (DS), héritier du Parti communiste Italien (PCI) a été fondé en 1991. Il a participé en 2006 à la formation du Parti démocratique (PD).

2/ Stuart Hall, Martin Jacques (dir.), *The Politics of Thatcherism*, Londres, 1983 ; Bob Jessop *et al.*, « Authoritarian Populism, Two Nations, and Thatcherism », *New Left Review*, n° 147, 1984 ; S. Hall, « Authoritarian Populism. A Reply to Jessop *et al.* », *New Left Review*, n° 151, 1985.

même volonté de jouer sur les fractures au sein des classes populaires et moyennes traumatisées par le déclassement et la perte des acquis sociaux ; une même capacité de politiser l'angoisse sociale à travers les thèmes de l'ordre et de la sécurité ; la désignation d'« ennemis intérieurs » responsables de la crise et du déclin national, les assistés, les paresseux, les professeurs soixante-huitards, la « racaille »³. Comme le thatchérisme, Sarkozy représenterait une tentative de réponse à la crise de l'Etat de la part de la bourgeoisie française.

A la lumière des résultats des élections européennes et des élections allemandes, qui ont vu une poussée générale de la droite et une crise de la social-démocratie, plutôt que de se réfugier dans des analogies historiques hors de propos avec le fascisme ou de lier le phénomène à une « autobiographie nationale » italienne dont il faudrait avoir honte, il est plus utile de se demander s'il ne faut pas placer Berlusconi dans le contexte européen d'expérimentation de nouvelles tentatives de construction de blocs de pouvoir à droite, susceptibles de gérer la combinaison de la crise des institutions représentatives et de la crise économique. Analyser les ressemblances avec le thatchérisme et avec le sarkozysme serait beaucoup plus fécond que de se demander si l'on est face à un nouveau danger fasciste, ou si le berlusconisme est l'expression accomplie d'un noyau réactionnaire spécifiquement italien, qui finirait ainsi par affleurer.

Fascisme ou populisme autoritaire ?

Avec l'« anomalie italienne », le spectre du fascisme est l'un des principaux invités au banquet des définitions. Pourtant la comparaison est entièrement trompeuse. Nous nous bornerons à mettre en évidence deux éléments. Tout d'abord, le fascisme a été un phénomène « réactif ». Il représentait la réponse de la bourgeoisie à la montée du mouvement ouvrier et au danger de propagation de la révolution, dans un contexte de forte polarisation entre les classes et de tentatives révolutionnaires défaites. Ensuite, cette riposte s'est appuyée sur une mobilisation des masses. Il a misé sur la petite bourgeoisie pour construire une force susceptible d'affronter et d'écraser le mouvement ouvrier, et sur la destruction systématique de toutes les formes d'organisation autonomes de la société civile et leur remplacement par d'autres formes contrôlées par le pouvoir étatique.

On ne voit pas en quoi la situation actuelle serait comparable à la montée du fascisme. Il n'y a pas de polarisation entre les classes. Au contraire, le niveau de conscience et d'autonomie de la classe ouvrière est parmi les plus bas depuis l'après-guerre. Il n'y a pas non plus de montée du mouvement ouvrier à laquelle il faudrait riposter. Il n'y a aucune véritable tentative, de la part de l'Etat, de mobiliser et d'organiser les masses ou des organisations de la droite gouvernementale. Non seulement les politiques concrètes, mais aussi le discours public et l'offensive idéologique en cours, visent de façon systématique à la dissolution de liens sociaux qui ne sont

³/ Stathis Kouvelakis, *La France en révolte*, Paris, Textuel, 2007, p. 304.

pas remplacés par d'autres liens (exception faite pour la valorisation du

rôle de la famille), à la fragmentation sociale et à la mise en valeur de l'individualisme. Les politiques de la droite ont pour effet une société atomisée, et non la société organique du fascisme.

On peut se demander si, en revanche, la piste ouverte par Hall avec l'analyse du populisme autoritaire ne peut pas être appliquée au cas italien. Il s'agit d'une hypothèse intéressante, à explorer avec prudence. En premier lieu, parce que la notion de populisme tend à être un signifiant vide, une notion dépourvue de profondeur, commode pour définir par défaut des contextes peu clairs ou mal analysés, pour lesquels on n'a pas trouvé de meilleure définition. En atteste l'énorme quantité de définitions et d'applications différentes du concept de populisme. Il peut donc être utilisé mais à condition de clarifier ce dont on parle.

On pourrait considérer le cas italien comme une sorte de populisme basé sur deux visions du peuple « se révélant souvent comme les deux côtés complémentaires d'une même conception. La première, c'est l'image du peuple comme *masse salvatrice*, la deuxième l'image du peuple comme *masse inculte*. Les deux registres ne sont pas contradictoires »⁴. Le populisme atteint « sa forme parfaite quand ce sont les institutions de l'Etat qui imposent ce lien par la force (aussi bien matérielle qu'idéologique) [...] Les institutions deviennent alors des outils, non pas pour augmenter la liberté de choix des individus, mais pour limiter leur identité, pour dresser des barrières tribales plutôt que de les éliminer, pour réduire les inclusions et augmenter les exclusions »⁵. Et si les institutions étatiques ne sont pas sur la même longueur d'onde, l'une d'entre elles (par exemple le gouvernement) est utilisée comme force de frappe, de manière à faire passer au forceps tout le processus. En deuxième lieu, la caractérisation de « populisme autoritaire » dans le cas italien doit être liée aux projets de « réforme institutionnelle » du présidentia-lisme, de soumission de la magistrature au gouvernement, de « fédéralisme égoïste » des régions du Nord prôné par la Ligue du Nord. Ces projets présentent plusieurs dimensions contradictoires, et c'est pourquoi ils continuent à engendrer des tensions dans la majorité gouvernementale.

Une des critiques adressées par Jessop à Hall souligne le danger d'une lecture du thatcherisme limitée à la seule sphère politique et idéologique, et celui d'une homogénéisation artificielle d'un phénomène complexe et articulé. Analyser le berlusconisme ne saurait donc se borner au seul niveau des politiques institutionnelles et de l'offensive idéologique. Il faut examiner une série de facteurs : les difficultés du capitalisme italien auxquelles la transition berlusconienne essaye d'apporter une réponse ; les rapports entre la droite et la bourgeoisie italienne ou ses différents secteurs ; la capacité du berlusconisme à construire un bloc politique stable ; les intérêts matériels auxquels répond sa politique et les secteurs sociaux concernés ; les contradictions dans son propre camp (par exemple entre positions ultra-libérales et positions protectionnistes, ou entre positions nationalistes et positions fédéralistes). Enfin, sur le plan idéologique lui-même, il ne faut pas voir l'idéologie berlusconienne

⁴ Nicolao Merker, *Filosofie del populismo*, Bari, Laterza, 2009, p. 6.

⁵ *Ibid.*, p. 173.

comme un ensemble cohérent exempt de contradictions. Elles sont au contraire évidentes, et c'est précisément la façon dont fonctionne cette combinaison d'éléments divers – comme, par exemple, hédonisme et défense de valeurs traditionnelles – qu'il faut comprendre. Il faut notamment prendre en compte certains signifiants creux, susceptibles de catalyser des angoisses multiples dans l'ensemble de la société. Ainsi en va-t-il, en premier lieu, de la figure de l'immigré ; mais aussi de la figure de la femme ou, plus précisément, du corps de la femme qui, comme l'immigré, devient de plus en plus l'objet sur lequel s'exercent et se projettent des phantasmes de contrôle et de pouvoir de la part de tous ceux qui sont précisément dépossédés de toute forme de pouvoir. Il s'agit donc d'un travail de recherche, forcément collectif, auquel doivent être associés tous les acteurs de la transformation radicale de la société.

Le régime de la transition sans fin

Dans certaines analyses de la droite et du berlusconisme, on a souvent l'impression que manque le centre autour duquel s'organisent les rapports politiques et de classe en Italie. Ce centre de gravité est aujourd'hui la longue transition, ouverte avec les années 1992-1994 – après l'écroulement du « socialisme réel » et la première guerre en Irak –, une transition toujours en cours avec ses phases, ses accélérations, ses difficultés, et ses traits autoritaires. Son but initial était de parvenir à stabiliser un système politique bipolaire, en éliminant les ailes radicales et la fragmentation des partis. L'issue de cette transition demeure pourtant, encore aujourd'hui, incertaine. Entre février 1992 et mars 1994, deux dates symboliques qui marquent le début du *tangentopoli*⁶ et la première victoire de Berlusconi aux élections, on assiste à une cassure dans le système politique, économique, institutionnel, et dans les rapports entre les classes.

Avec l'opération *mani pulite* et l'action politique de certains secteurs de la magistrature, le système de représentation basé sur les partis, qui avait occupé la scène politique pendant cinquante ans, est délégitimé. Ce qui restait du système d'indexation automatique des salaires sur l'inflation est aboli. Avec l'accord conclu, en 1993, entre les syndicats confédéraux, le gouvernement et la Confindustria patronale, les règles de la négociation changent et mettent à mal le modèle basé sur la concertation. Les syndicats confédéraux assument désormais le rôle d'acteurs politiques dans le scénario de la transition italienne. Ils le font en introduisant des règles antidémocratiques dans l'élection des représentants des salariés, aussi bien dans

le secteur public que dans le secteur privé. Le modèle de la concertation triangulaire syndicats-gouvernement-Confindustria devient un outil de légitimation réciproque des acteurs en jeu, alors que les travailleuses et les travailleurs sont relégués au rôle de simples adhérents

6/ Au début des années 1990, la magistrature italienne a lancé une vaste enquête judiciaire sur la corruption généralisée dans le monde politique. Cette enquête et les condamnations qui se sont ensuivies ont signifié la fin de la première République, celle du système institutionnel et de partis de l'après-guerre. Le nom de *tangentopoli* fait référence à l'argent versé aux politiciens par la bande – la tangente – pour obtenir leurs faveurs.

du syndicat, et ne sont plus considérés comme les sujets potentiels de la transformation sociale.

Le gouvernement Amato-Ciampi dévalorise de 30 % la lire et adopte un budget de 90 000 milliards de liras, la mesure législative la plus anti-populaire de l'après-guerre, impliquant une énorme redistribution des revenus au profit des classes les plus riches. Le référendum sur la loi électorale, soutenu par le mouvement de Mario Segni avec l'appui de secteurs importants du centre-gauche et de l'ex-PCI, permet d'engager la modification du système institutionnel : on passe d'un système « proportionnel-parlementaire » à un système « majoritaire-bipolaire » avec des tendances présidentielistes. C'est dans ce contexte que se produit la fameuse entrée en jeu de Berlusconi, en janvier 1994. Principal patron de télévision, il tire parti d'un investissement massif de ses ressources privées et d'une utilisation très professionnelle des médias et, mieux que toute la classe politique de droite et de gauche, il réussit à tirer parti de l'absence de représentation du centre-droit. C'est ainsi que s'ouvre la difficile – et dangereuse – transition du système politique institutionnel italien.

Cette transition italienne est-elle achevée ? A en juger par les résultats électoraux, malgré leur caractère simplement indicatif, il semblerait que non. Toutes les coalitions de centre-droit et centre-gauche ont perdu les élections après leur expérience gouvernementale. Il s'agit de deux projets qui ne se sont jamais réellement opposés, tous deux caractérisés – à différents niveaux – par l'idée qu'il n'y a pas d'alternative au libéralisme économique et à la concentration des pouvoirs dans les gouvernements, aussi bien nationaux que locaux.

Le dogme des libéralisations et des privatisations a déterminé les politiques de centre-droit et de centre-gauche des quinze dernières années. Les privatisations record mises en œuvre par le gouvernement Prodi au milieu des années 1990, la réforme des retraites par le gouvernement Dini, les lois Bassanini sur l'école et la fonction publique, la flexibilité et la précarité du travail introduites par la loi Treu, les lois sur l'immigration, toutes ces mesures ont accéléré le processus de déstructuration des rapports sociaux et de classe engagé dans les années 1980. Le pouvoir opère par le biais d'instruments qui sont une émanation directe des exécutifs – les décrets gouvernementaux d'urgence ont été utilisés de façon massive par les deux coalitions quand elles étaient au gouvernement. La raison en est simple : si on n'arrive pas à conclure la transition italienne par une grande réforme institutionnelle présidentialiste (ou presque), il ne reste que le contrôle, la discipline et la répression des classes dangereuses.

La politique comprise comme administration institutionnelle des acteurs sociaux considérés seulement comme consommateurs ou simples citoyens sans détermination de classe, vise à forclure le conflit social de classe, c'est-à-dire la possibilité de penser le dépassement de la société actuelle. Le cas le plus évident a été la répression féroce, suivie du blanchiment de ses responsables, lors des manifestations contre le G8 à Gênes en juillet 2001. Cette répression, soutenue – implicitement ou explicitement – aussi bien par le

centre-droit que par le centre-gauche, anticipée quelque mois auparavant à Naples, est le fait d'un pouvoir qui ne pouvait pas tolérer qu'un mouvement social par en bas, en dehors des partis et des syndicats traditionnels de la gauche, mette en question l'ordre établi et proclame la possibilité d'un autre monde.

Malgré ces aspects, Berlusconi et le berlusconisme représentent un phénomène inédit dans le contexte italien. La personnalisation extrême de l'action politique, avec la quasi coïncidence du chef suprême, du gouvernement et du parti Forza Italia, a constitué à la fois la force et la faiblesse du projet berlusconien : sa force, du fait de la réduction des espaces de médiation à l'intérieur de la coalition gouvernementale ; sa faiblesse, du fait de l'absence d'un bloc social consolidé susceptible de développer une hégémonie stable dans les appareils d'Etat comme la magistrature, l'administration publique ou l'armée. Sa victoire aux élections de 1994 a été possible grâce à un accord entre des acteurs antagoniques, la Ligue du Nord et au Sud le MSI ⁷, un fait sans précédent dans l'histoire politique italienne. La victoire électorale n'est pas la conséquence d'un mouvement social, ou le fait de la mobilisation d'un parti structuré, mais le résultat d'une coalition politique essentiellement articulée autour d'un leadership incontestable, seule capable de défendre ce projet. Le centre-gauche a essayé plusieurs fois de construire ce type de coalition, autour de Prodi, Rutelli ou Veltroni, sans jamais y parvenir.

Bases sociales et rapports de pouvoir

Dans un article d'*Il Manifesto*, Giorgio Galli affirmait que Berlusconi ne pouvait pas s'appuyer sur un « bloc historique » comparable à celui de la Démocratie chrétienne ou du Parti communiste, mais seulement sur un agrégat électoral cimenté par un même refus des impôts et des immigrés ⁸. Il s'agit là d'une vérité partielle, fondée sur une analogie avec un système politique et de partis qui n'existe plus ; d'une analogie utile pour dire ce qui n'est plus, mais non pour déterminer ce qui est en train de naître. N'est guère plus convaincante la théorie selon laquelle le berlusconisme peut compter sur trois piliers qui formeraient un bloc social : d'un côté les petits patrons, les professions libérales, les commerçants et les artisans ; d'un autre les femmes au foyer, les chômeurs, et les personnes confrontées à la mondialisation ; enfin, les catholiques pratiquants ⁹. C'est là confondre les caractéristiques d'un bloc social – principes et valeurs de référence, capacité de mobiliser des couches sociales, formes associatives structurées, auto-identification – et la liste des électeurs potentiels de Berlusconi.

La trajectoire suivie par Forza Italia depuis sa naissance apporte un élément de connaissance plus intéressant du berlusconisme. « Parti-entreprise », « parti en plastique » ont été ses définitions les plus fréquentes. Caterina Pao-

lucci indique trois caractéristiques génétiques du mouvement Forza Italia qui en font une forme de *catch-all party* (parti attrape-tout), un parti *light* qui serait en train de se substituer au

⁷/ Le parti néofasciste Mouvement social italien (Movimento sociale italiano, MSI) a pris le nom d'Alliance nationale (Alleanza Nazionale, AN) en 1995.

⁸/ *Il Manifesto*, 13 juin 2009.

⁹/ Marc Lazar, *L'Italie sur le fil du rasoir*, Librairie académique Perrin, 2009.

modèle du parti de masse : 1) son aspect patrimonial (un parti qui appartient à son fondateur) ; 2) le caractère spécifique d'une entreprise (forte centralisation, cooptation plutôt qu'élection des dirigeants, liberté de manœuvre de la direction et orientation électoraliste peu favorables à la construction d'un groupe dirigeant) ; 3) le charisme de son leader¹⁰. Ces trois caractéristiques, au début de la difficile transition italienne, ont largement contribué à l'ascension de Berlusconi. Elles expliquent pourtant, aussi, la difficulté d'arriver à une institutionnalisation de Forza Italia et donc de conclure la transition italienne par la définition d'un nouveau cadre politico-institutionnel stable.

Les premiers statuts de Forza Italia prévoyaient un fonctionnement interne entièrement fondé sur les élus et sur les dirigeants cooptés par le haut. Au printemps 1995, déjà, les 13 000 clubs locaux existants en 1994 avaient disparu et seuls 3 500 étaient formellement reconnus. Jusqu'en 1997 les adhérents de Forza Italia n'avaient aucun pouvoir de décision et de rares occasions de participation. Le parti restait configuré comme un instrument électoral entièrement contrôlé d'en haut. La défaite de 1996 a conduit à une réorganisation interne et à l'adoption de nouveaux statuts. L'objectif était d'encourager et d'élargir la participation des adhérents tout en conservant le système de cooptation d'une partie des dirigeants nommés par la direction centrale. Non sans contradictions, il s'agissait d'aller vers une institutionnalisation du parti. En 1997 Forza Italia comptait ainsi 140 000 membres¹¹ et, en 2008, environ 250 000 adhérents déclarés¹². Le processus d'institutionnalisation du parti a pourtant continué à osciller entre le pouvoir prédominant du président du parti (Berlusconi), la centralisation des décisions et de la nomination des dirigeants, et l'exigence de construire une base consolidée, entre un modèle de direction d'entreprise et un modèle plus proche de l'ancien parti de masse.

C'est à la lumière de ces éléments qu'il faut lire la fusion avec Alleanza Nazionale, un parti aux caractéristiques beaucoup plus traditionnelles, bénéficiant d'une ramification et d'une implantation territoriales réelles (600 000 membres en 2006, selon les données officielles¹³). La difficulté d'une institutionnalisation de Forza Italia et donc d'une implantation du parti, de la création d'une base militante, de la formation d'une couche dirigeante, ne va pas dans le sens de l'affirmation d'un modèle substitutif par rapport au parti de masse, mais illustre plutôt une grave difficulté à conclure la transition italienne. La création du nouveau parti, le Peuple des libertés, essaye d'aller dans la direction de l'institutionnalisation et donc de la création d'un cadre plus stable, susceptible de durer au-delà du leadership de Berlusconi.

La capacité de conclure positivement cette opération reste à vérifier compte tenu des différences structurelles entre les deux partis fusionnés dans le Peuple des libertés. Si le premier bénéficie d'une présence considérable dans les appareils d'Etat et dans les milieux du

¹⁰/ Caterina Paolucci, « The nature of Forza Italia and the Italian transition », in *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, n° 8, 2006, p. 163-178.

¹¹/ Cf. Emanuela Poli, *Forza Italia. Strutture, leadership e radicamento territoriale*, Bologne, Il Mulino, 2001, p. 130.

¹²/ Cf. Carlo Ruzza, Stefano Fella, *Re-inventing the Italian Right: Territorial politics, populism and « post-fascism »*, New York, Routledge, 2009, p. 125.

¹³/ *Ibid.*, p. 150.

pouvoir économique au niveau territorial, le second dispose d'une base militante plus consistante, habituée à des règles de fonctionnement plus proches du parti de masse traditionnel.

Les dernières vicissitudes du personnage Berlusconi révèlent, en effet, le désir de passer à un « après Berlusconi » de la part d'une partie de la droite ainsi que de la bourgeoisie italienne, mais aussi la difficulté à trouver une alternative valide, susceptible de rassembler les différentes composantes de la droite et de bénéficier d'un soutien populaire comparable à celui de Berlusconi.

Les affrontements avec le gouverneur de la Banque d'Italie, Draghi, d'abord sur le niveau des mesures de protection sociale face à la crise, puis sur le *scudo fiscale* (le décret permettant le retour des capitaux transférés à l'étranger et dans les paradis fiscaux moyennant un impôt ridicule), sont le signe que, pour des secteurs de la grande bourgeoisie italienne, le gouvernement Berlusconi n'est pas à la hauteur de la crise économique. Alors que le centre-gauche garde des liens étroits avec les grandes banques italiennes, comme Unicredit et Banca Intesa, et mise sur les entreprises les plus actives sur les marchés internationaux, Berlusconi agit à l'opposé en s'appuyant sur les petites entreprises, les grands groupes industriels et financiers, y compris des sociétés liées au crime organisé. Sa politique part du présupposé que, pour construire un bloc de pouvoir, il faut soutenir tous les « pouvoirs forts » existants. Du point de vue économique et financier, sans projets à long terme, il privilégie l'adaptation à l'existant.

Cela explique le rapport entre la Confindustria et le gouvernement, qui alterne impatience et réalisme. L'impatience découle des conflits continuels entre le gouvernement et les autres institutions étatiques, en particulier la magistrature et la présidence de la République. Ils créent une situation d'instabilité, mais le « réalisme d'entreprise » reste en vigueur en l'absence de solution de remplacement immédiat de la classe dirigeante actuelle. L'opposition de centre-gauche est jugée encore trop faible et divisée pour représenter une alternative crédible. L'avenir du berlusconisme demeure donc plutôt incertain, en l'absence d'un soutien clair de la part de secteurs décisifs de la grande bourgeoisie italienne.

Marx à « Arcore »¹⁴

« Il reste à expliquer comment une nation de trente-six millions d'hommes a pu être surprise par trois chevaliers d'industrie et menée sans résistance en captivité », écrit Marx dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, à propos de la France au sortir de la révolution de 1848. L'Italie actuelle a quelques millions d'habitants de plus et seulement un chevalier, mais l'interrogation de Marx demeure pertinente. Il décrit Louis Bonaparte comme un personnage médiocre et grotesque auquel les circonstances historiques ont permis de faire figure de héros, un vieux libertin qui conçoit l'histoire des peuples

comme une comédie dans laquelle les grands gestes et les grands discours sont utiles pour couvrir « les canailleries les plus mesquines ».

^{14/} C'est à Arcore que se trouve la résidence personnelle de Berlusconi, une villa qu'il a achetée dans des conditions scandaleusement avantageuses.

Ce portrait pourrait fort bien s'appliquer à Berlusconi. La forme de gouvernement de Louis Bonaparte, le bonapartisme, est issue d'une crise politico-sociale dans laquelle le pouvoir exécutif, incarné dans une personnalité charismatique, destitue le parlement et instaure un régime autoritaire et personnel. Mais l'histoire ne se répète jamais à l'identique, et l'affirmation de Marx selon laquelle « tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois [...] la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce », a une valeur pratique : « Elle correspond à une analyse de la réalité susceptible d'ouvrir de nouvelles possibilités de changement [...] Représenter sous forme de farce le passé (*et aussi le présent, pourrions-nous dire*) est utile pour que les révolutionnaires, en créant ce qui n'existe pas encore, ne reproduisent pas l'ancien en empruntant les mots d'ordre et les pratiques de la tradition »¹⁵.

Berlusconi est-il donc la farce qui succède à la tragédie ? Oui, si une opposition politique et sociale s'en saisit pour remettre en cause le fonctionnement du système capitaliste et ses stratifications idéologiques. Non, si on le considère seulement comme le produit d'un pouvoir rapace et clownesque auquel il suffirait d'opposer la partie « saine » de la société civile. Dans cette approche marxienne on assiste à un renversement de la signification attribuée par le sens commun au terme de farce, de sorte qu'il devient un élément de la discontinuité nécessaire, qui doit caractériser l'initiative de la gauche révolutionnaire dans les moments de crise politique et institutionnelle.

Quinze ans après, le berlusconisme a toujours des difficultés à construire un bloc de pouvoir uni. Son but est une modernisation du pays qui puisse aboutir au renforcement des pouvoirs de l'exécutif et du chef du gouvernement, à l'affaiblissement substantiel du pouvoir législatif et à la réduction du nombre des députés. Autrement dit, une sorte de rationalisation parlementariste de type gaulliste. De Gaulle est d'ailleurs de plus en plus populaire dans les rangs de la droite qui veut un gouvernement doté d'une grande souplesse dans les liens avec son électorat (dans le cas de De Gaulle, le recours au référendum), avec un rapport direct entre leader et peuple. La droite a donc su « reconnaître la centralité absolue d'un leader charismatique, en cultivant en même temps, comme Max Weber l'avait prévu en imaginant l'avenir des partis de masse, une caste dirigeante expérimentée et consciente, capable d'en concrétiser la force sur l'ensemble du territoire »¹⁶.

La droite, comme le centre-gauche, ne représente pas un bloc social, mais elle n'est pas non plus un simple agrégat électoral. Il s'agit d'un acteur politique qui essaye de se structurer dans la longue transition italienne, en combinant un populisme autoritaire avec les politiques du libéralisme contemporain, qu'il ne faut pas confondre avec l'idolâtrie du marché. Mais Berlusconi n'est pas De Gaulle. Et ce que disait Marx à propos de la farce et de la tragédie garde toute son actualité.

¹⁵/ Massimiliano Tomba, « Il materialista storico al lavoro. La storiografia politica del *Diciotto brumaio* », in Cinzia Arruzza (dir.), *Pensare con Marx, ripensare Marx*, Rome, Alegre, 2008.

¹⁶/ Gaetano Quagliariello, « Adesso tocca a noi », in www.gaetanoquagliariello.it